

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 25061**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Domaine Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit du marché

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128f Droit des produits alimentaires ; Normes industrielles, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées:

-Conseiller et informer des personnes physiques ou morales en droit économique lors de consultations juridiques (plus spécifiquement en droit de l'agro-alimentaire ou en droit de la concurrence et de la consommation selon l'option choisie)

-Elaborer et suivre des dossiers contentieux

-Assurer une veille juridique et un suivi normatif

-Effectuer du lobbying auprès des institutions communautaires et des organisations internationales

Compétences ou capacités attestées:

- Anticiper de manière stratégique les évolutions du droit des activités économiques

- Donner des conseils et consultations en droit économique dans des organismes privés ou publics (entreprises, fédérations professionnelles, chambres d'agriculture...)

- Accomplir des démarches auprès des administrations de contrôle

-Garantir le respect du cadre juridique des relations avec les fournisseurs et avec l'aval de la filière (grande distribution...)

-Renseigner sur les procédures contentieuses

-Communiquer en anglais à l'écrit et à l'oral

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activité

Ces professionnels travaillent dans les services juridiques d'entreprises, dans les cabinets d'avocats, dans les institutions publiques ou dans les organisations professionnelles. Ceux qui ont suivi l'option droit de l'agro-alimentaire peuvent plus spécifiquement travailler dans les industries agro-alimentaires ou le secteur de la grande distribution.

Type emplois accessibles

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants :

- exercice d'une activité libérale ou salariée dans une profession juridique (avocat, magistrat, etc)

- exercice d'une activité totalement ou partiellement juridique en entreprise

- exercice d'une activité à dominante juridique dans une institution publique ou une organisation à caractère professionnel

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Formation(s) requise(s)

Cette formation est accessible après un M1 Droit européen et international, un M1 Droit des affaires, un M1 Droit privé général, un M1 droit public général ou un diplôme jugé équivalent.

En formation continue, cette certification s'adresse à des juristes en droit économique ou à des praticiens du droit agro-alimentaire.

L'accès en deuxième année de Master est sélectif. La sélection se fait sur dossier, puis éventuellement sur entretien.

MASTER 1 Parcours « Droit européen et international »

Unités d'enseignements fondamentaux UEF : 24 ECTS

Droit économique international

Droit du marché intérieur

Protection internationale et européenne des droits fondamentaux

Droit du commerce international

Contentieux de l'Union européenne

Politiques de l'Union européenne

Unités d'enseignements de spécialisation UES : 24 ECTS (2 CM au choix)

Droit international privé

Droit de la concurrence 1 (1)

Droit maritime

Droit des transports

Droit social de la mobilité internationale et européenne

Droit de la concurrence 2

Unités d'enseignements complémentaires UEC : 12 ECTS (4 CM au choix)

Contrats civils et commerciaux 1

Droit de la consommation

Droit de la concurrence 1 (1)

Droit international et Européen de la santé

Histoire de l'idée européenne

Contrats civils et commerciaux 2

Droit comparé

Droit européen de l'environnement

Droit rural et de l'agroalimentaire

Histoire des idées politiques

Théorie de l'intégration européenne

Unités d'enseignements de compétences complémentaires 1 :

Langue étrangère (allemand, anglais ou espagnol) (facultatif)

Unités d'enseignements de compétences complémentaires 2 :

C2i niveau 2 Métiers du droit (facultatif)

Unité facultative à bonification de points :

Mémoire (facultatif)

(1) *Un cours choisi en unité de spécialisation ne peut être repris en unité complémentaire*

MASTER 2

Unités d'enseignements fondamentaux UEF1 (18 ECTS)

UEF1- Introduction au droit du marché

UEF2- Marché et droits fondamentaux

UEF3- Droit européen de la consommation

UEF4- Droit approfondi de la concurrence

UEF5- Droit approfondi de la propriété industrielle

UEF6- Séminaire international

UEF7- Anglais juridique (anglais des affaires et préparation du TOEIC)

UEF8- Projets transversaux (conférences et projets)

UEF9- Gestion des ressources humaines et coaching

Unités d'enseignements complémentaires UEC (12 ECTS)

7 matières pour chaque option (Droit de la concurrence de la consommation ou Droit de l'agro-alimentaire)

Stage de 6 mois en entreprise et mémoire (30 ECTS)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiées sur l'enseignement supérieur).
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
Après un parcours de formation continue	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE prévu en 2004	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Masters: Arrêté du 25/04/2002 publié au JO le 27/04/2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté d'habilitation du 20/09/2012

Pour plus d'informations**Statistiques :****Autres sources d'information :**

<http://www.droit1.univ-nantes.fr>

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Lieu(x) de certification :

Université de Nantes - 1 Quai de Tourville BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR de Droit et des sciences politiques - Chemin de la Censive du Tertre - 44300 Nantes

Historique de la certification :

Diplôme créé sous la dénomination DESS Droit de l'agro-alimentaire en 1991. Transformé en Master 2 Professionnel Droit des affaires spécialité Droit de l'agro-alimentaire en 2004. Transformé en Master 2 Professionnel Droit économique, spécialité Droit des activités économiques, option Droit de l'agro-alimentaire et option Droit de la concurrence et de la consommation en 2008. Transformé en Master 2 professionnel Etudes européennes et internationales, spécialité Droit du marché en 2012

Certification précédente : Domaine Droit Économie Gestion Mention Droit économique Spécialité Droit des activités économiques